

**Nations unies - Force conjointe du  
G5 Sahel - Explication de vote -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 08 décembre 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens de nouveau à condamner le plus fermement l'attaque odieuse qui a frappé ce matin la MONUSCO et à exprimer toute notre sympathie profondément attristée aux autorités de la Tanzanie et de la RDC.

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2391, qui prévoit un soutien opérationnel et logistique de la MINUSMA en faveur de la force conjointe du G5 Sahel.

Grâce à ce texte, les forces de sécurité des États du G5 Sahel opérant sur le territoire malien dans le cadre de la force conjointe pourront bientôt bénéficier du soutien de la MINUSMA en matière de ravitaillement, d'évacuation médicale ou encore de moyens de génie.

Ce soutien jouera un rôle fondamental pour renforcer l'efficacité et la portée des opérations de la force conjointe, car il sera apporté directement sur le terrain, contrairement aux financements bilatéraux. Il répondra aux intérêts de la MINUSMA, qui a tout à gagner d'une force conjointe à même de réaliser les objectifs qu'elle s'est fixée. Il sera entièrement financé par des contributions volontaires internationales, centralisées au sein d'un mécanisme hébergé par l'Union européenne. Il sera mis en place selon des modalités garantissant l'absence de tout impact négatif sur la capacité de la MINUSMA à mettre en oeuvre son mandat et à assurer la sécurité de ses personnels, ce qui constitue pour nous un point fondamental. Il convient que l'accord technique entre le G5, les Nations unies et l'Union européenne, sur lequel ce soutien reposera, soit conclu dans les meilleurs délais. Et je suis très heureux de saluer l'ensemble des ambassadeurs représentant les pays du G5, qui sont autant de collègues et d'amis.

Monsieur le Président,

La résolution que nous venons d'adopter ne se borne pas à créer un lien opérationnel entre la force conjointe du G5 Sahel et la MINUSMA. Dans le prolongement de la résolution 2359, cette résolution marque des progrès importants sur cinq autres points. D'abord, elle salue une nouvelle fois, de manière claire et forte, la détermination des pays du G5 à unir leurs efforts pour lutter contre la menace terroriste. La résolution 2391 reconnaît les progrès significatifs accomplis à cet égard en quelques mois seulement et appelle chacun à prendre ses responsabilités pour que la force conjointe atteigne au plus tôt la pleine capacité opérationnelle

- il s'agit d'un point déterminant pour la suite. Deuxièmement, cette résolution reconnaît l'autorisation dont bénéficie la force conjointe, sur la base du mandat accordé par l'Union africaine, et encourage le G5 Sahel à poursuivre ses efforts pour inscrire son initiative dans le cadre de son environnement régional et international, à travers la tenue régulière de réunions du groupe de soutien. Troisièmement, elle endosse le rôle de coordination des contributions internationales joué par l'Union européenne, à la demande des États du G5 Sahel. Quatrièmement, elle rappelle que la force conjointe du G5 ne saurait être un succès sans des efforts concomitants sur le terrain du développement et sans le respect d'exigences fondamentales en matière de respect des droits de l'Homme ; elle appelle les États du G5 à mettre en place un cadre de conformité à cet égard et l'ensemble des partenaires du G5 Sahel, au premier rang desquels figurent bien évidemment les Nations unies, à soutenir sa mise en oeuvre. Enfin, cinquièmement, cette résolution affirme avec force qu'il ne saurait y avoir de stabilité durable au Sahel sans une mise en oeuvre pleine et effective de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali et met l'ensemble des parties maliennes face à leurs responsabilités, au lendemain de la création du régime de sanctions mis en place par la résolution 2374.

Monsieur le Président,

Cette résolution marque donc une étape nouvelle, importante et nécessaire, dans le soutien apporté par le conseil de sécurité au G5 Sahel. Elle constitue en effet un tournant, car nous ouvrons ensemble la voie à un soutien des Nations unies à la Force conjointe, qui est l'une des conditions de son efficacité sur le terrain. Il y a quelques mois seulement, l'idée que le conseil s'accorde sur la mise à profit des moyens de la MINUSMA pour soutenir la force conjointe était simplement inenvisageable. Si elle l'est aujourd'hui, c'est parce que nous avons ces dernières semaines collectivement travaillé d'arrache-pied, sur la base du rapport du secrétaire général, de la mission du conseil au Sahel et de la réunion ministérielle du mois d'octobre, pour identifier les bases d'un consensus possible, dans le cadre d'une approche progressive et coopérative. Cette résolution est donc non seulement un succès pour la force conjointe du G5 Sahel, mais également pour le conseil de sécurité, qui démontre sa capacité à apporter une réponse de substance à l'une des menaces principales à la paix et la sécurité internationales que connaît le monde d'aujourd'hui. Elle illustre le consensus qui existe désormais autour de cette table à l'égard de l'importance pour la communauté internationale de soutenir les pays africains qui s'unissent pour lutter contre le terrorisme. C'est une cause en laquelle la France croit profondément et qu'elle continuera à porter, à New York comme ailleurs avec toute son énergie.

Je voudrais remercier l'ensemble des délégations du conseil de sécurité pour leur engagement, avec un mot de remerciement particulier pour ma collègue et amie américaine, l'ambassadrice Nikky Haley, avec qui nous avons eu un dialogue franc, constructif et je crois productif tout au long de cette négociation.

Monsieur le Président,

Cette résolution nous met ainsi collectivement en position favorable pour parcourir ensemble le chemin important qui reste encore devant nous. Le mécanisme de l'accord technique, rendu nécessaire par les contraintes qui s'imposent aujourd'hui au conseil, n'est pas celui qui recueillait notre préférence initiale. Il constitue toutefois une base solide pour progresser vers davantage, sur le fondement des rapports à venir du secrétaire général tous les 6 mois, pour

autant que les États du G5 continuent à prendre les mesures nécessaires pour progresser vers la pleine opérationnalisation de la force conjointe et tirent profit du soutien qui leur est déjà apporté pour enregistrer de premiers succès sur le terrain. La France reste en effet plus que jamais convaincue que les Nations unies ont un rôle central à jouer dans le soutien international à la force conjointe : pour des raisons de principe tout d'abord, du fait de notre profond engagement en faveur du multilatéralisme et de la centralité du rôle de l'ONU ; mais aussi pour des raisons d'efficacité, car nous sommes convaincus que les Nations unies nous offrent un cadre existant et fonctionnel pour coordonner nos efforts de la manière la plus rationnelle possible.

Monsieur le Président,

La menace sécuritaire qui pèse sur le Sahel nous concerne tous, du fait de ses implications sur la paix et la sécurité internationales. La force conjointe du G5 Sahel est la bonne réponse à cette menace. Il est donc essentiel que le G5 et la communauté internationale sachent saisir ensemble cette opportunité. Notre responsabilité au sein de ce conseil est d'apporter à la force du G5 Sahel un soutien à la hauteur des enjeux. Nous avons aujourd'hui franchi un pas important en ce sens et nous devons continuer d'avancer collectivement et résolument sur ce chemin exigeant, avec le même esprit d'ambition et de consensus qui nous a permis de parvenir, ensemble, au résultat d'aujourd'hui.

Vous pouvez compter sur la détermination de la France à cet égard. Mon pays restera mobilisé à tous les niveaux en soutien du G5 Sahel, et accueillera dès la semaine prochaine une réunion de haut niveau destinée à accélérer l'opérationnalisation de la Force et la mise en place de ses appuis.

Je vous remercie./.